



ASSURANCE

Henri de Castries a estimé l'impact de cette crise pour l'assureur français « entre négligeable et extrêmement limité ». Il ne croit pas aux risques de récession.

AXA relativise l'impact de la crise du « subprime »

« Nous ne sommes pas une banque », a martelé Henri de Castries. Trois heures durant devant un parterre d'analystes et d'investisseurs, AXA s'est attaché hier à démontrer qu'il était peu touché par les turbulences des marchés financiers. « Il n'y a pas quoi être inquiet », a insisté le président du directoire d'AXA. *Oui, il y a une crise du "subprime" qui charrie partout quelques nuages, mais il en ressort quelques éléments positifs qui nous semblent sous estimés par les marchés.* » Et de citer la résistance des pays émergents, « ni à l'origine ni accélérateur de la crise », la bonne tenue des exportations américaines, qui écarte, selon lui, le risque de récession mondiale, la « transparence » et la « discipline » de l'industrie européenne de l'assurance ou la hausse des « spreads », considérée comme « favorable » pour le secteur. Pour AXA, en particulier, Henri de Castries a estimé l'impact de cette crise « entre négligeable et extrêmement limité ». Les volumes d'activité n'ont pas été affectés au troisième trimestre par la volatilité des marchés financiers, y compris en assurance-vie. La compagnie a aussi voulu minimiser l'impact sur le résultat net 2007 de la baisse de la valeur de marché des produits de titrisation

5.000 emplois délocalisés en 2010

Panacée. AXA a longuement fait le point hier sur son plan stratégique. Il n'a pas commenté les informations de la presse italienne évoquant la possibilité qu'il monte jusqu'à 4 % dans le capital de Monte dei Paschi di Siena. Mais il a abordé devant les analystes des sujets aussi divers que la multidistribution, les marchés d'Europe de l'Est, le lancement de son produit Accumulator ou l'efficacité opérationnelle. L'assureur a indiqué

qu'il compterait 5.000 emplois délocalisés en 2010 (contre 3.100 cette année), dont 3.500 à Bangalore et Pune en Inde, via sa filiale AXA Business Services, et 1.500 au Maroc via sa filiale Avanssur. Il en attend une économie de 100 millions d'euros. « L'offshoring n'est pas la panacée », a rappelé Claude Brunet, membre du directoire, *c'est un moyen d'améliorer l'efficacité opérationnelle et la qualité de service* ».

ABS. « Elle devrait être plus que compensée par la plus-value réalisée sur la vente des activités du groupe aux Pays-Bas », a indiqué AXA, autrement dit rester inférieure à 400 millions d'euros. Selon nos estimations, la baisse de la valeur de marché depuis le 30 juin des RMBS adossés à des crédits « subprime » aux Etats-Unis, des CLO et des CDO se traduirait aujourd'hui par une perte de l'ordre de 100 millions d'euros avant impôts.

« Ambition 2012 »

AXA se veut donc confiant sur ses objectifs. La compagnie a indiqué que son résultat opération-

nel par action 2007 serait « en ligne » avec son plan stratégique « Ambition 2012 », qui vise un doublement de son chiffre d'affaires et un triplement de son résultat opérationnel par action en huit ans. Pour 2008, elle anticipe une croissance de son résultat opérationnel par action « à deux petits chiffres, ou à un chiffre élevé », soit entre 8 % et 12 %, malgré l'impact de l'euro fort. Henri de Castries a reconnu que la hausse de la monnaie européenne constituait un « défi », tout comme l'hypothèse de croissance moyenne annuelle des marchés d'actions (+8 %) sur laquelle est fondé son plan stratégique. « Mais cela ne change pas la qualité sous-jacente de notre performance opérationnelle », a-t-il conclu. Hier, le titre AXA a fini en hausse de 0,22 %, à 27,58 euros. Il abandonne toujours quelque 10 % depuis le début de l'année. **C. M.**